



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 12 JUIN 1982

N° 165

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

ISRAËL, GENDARME ARMÉ PAR L'IMPÉRIALISME, BRACONNE POUR SON PROPRE COMPTE

Après l'intervention militaire d'Israël au Liban, intervention qui s'est transformée en véritable guerre d'agression contre les palestiniens et les progressistes Libanais, mais aussi contre la Syrie, les chefs d'Etat des plus grands Etats Impérialistes ont émis des protestations.

En particulier Reagan, chef de file de l'impérialisme Américain, a réclamé le retrait des troupes d'Israël du Liban. Mais pourtant l'armée israélienne continue d'avancer vers le nord et se trouve aujourd'hui autour de Beyrouth la capitale du Liban.

Mais en même temps, au Conseil de sécurité de l'ONU, l'impérialisme Américain s'est opposé à toute prise de position condamnant ouvertement Israël ou envisageant des mesures réelles ou significatives contre Israël. Les troupes de l'ONU qui se trouvaient au Liban ont purement et simplement cédé le passage, sans combat, aux troupes Israéliennes.

Malgré les protestations de tous bords, Monsieur Begin poursuit tranquillement son offensive militaire. Il est décidé à anéantir l'opposition militaire des Palestiniens.

C'est un objectif propre à la politique Israélienne. Un jour ou l'autre il faudra bien que prenne naissance quelque part au voisinage d'Israël un Etat Palestinien. Mais cet Etat, Israël ne l'acceptera que soumis et docile, aussi bien dans sa politique intérieure qu'extérieure. Israël n'acceptera qu'un Etat Palestinien désarmé et où les pauvres auront perdu toute capacité de s'organiser et de lutter pour leur propres revendications ou leur propre but.

Il serait inadmissible pour l'Etat d'Israël qu'existe près de ses frontières un Etat où des pauvres auraient gardé la possibilité morale et matérielle de s'armer et de se battre pour leur propre compte.

Cela représenterait un danger, non seulement pour tous les Etats Arabes voisins, mais aussi pour Israël. Non pas un danger de se voir attaquer de l'extérieur, mais celui de voir ses propres opprimés Juifs prendre exemple sur les palestiniens pour se battre de l'intérieur contre l'Etat d'Israël, contre l'exploitation et l'oppression, contre la politique réactionnaire de cet Etat à la solde de l'impérialisme.

L'impunité et la tranquillité dont bénéficie Bégin le Chef d'Etat Israélien tient précisément au fait qu'Israël est en quelque sorte le mercenaire armé de l'impérialisme Américain dans cette région. Et celui-ci ne peut en réalité rien entreprendre de sérieux pour s'opposer aux agressions et au terrorisme d'Etat de Bégin, même quand cela paraît gênant ou excessif pour sa politique intérieure et internationale.

Les USA ont beau affecter de prendre des airs outragés par la mauvaise conduite d'Israël, il ont besoin d'Israël pour surveiller et mettre au pas les peuples de cette région.

Et ce n'est pas au moment où une situation très dangereuse pour les

(Suite p. 4)

LA CGTM ET LA MOBILISATION D'UNE HEURE DE GREVE



La CGTM a lancé un mot d'ordre de débrayage pour la journée du mercredi 9 Juin. Ce débrayage a été prévu pour durer une heure, entre 10 et 11 heures et doit être appuyé par des motions de protestation à envoyer au gouvernement.

Les motifs de cette action subite autour de laquelle on a commencé à faire de la propagande depuis moins d'une semaine :

- Le problème des usines à sucre : on ne sait pas dans quelles conditions fonctionnera la société d'économie mixte qui

devrait déjà avoir vu le jour.

On ne sait notamment pas s'il y aura fermeture d'une des deux usines.

par ailleurs, la CGTM réclame l'application des nouvelles lois sur les 39 heures, la 5ème semaine de congé, la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes.

En posant les problèmes de cette manière, la CGTM a fait comme si son principal souci était de montrer qu'elle était active et décidée, au contraire des autres centrales syndicales qui ne font rien.

Mais, et les thèmes de mobilisation choisis et les formes de «lutte» envisagées montrent que cela ne va pas très loin.

Car les objectifs de la mobilisation sont en réalité bien peu mobilisateurs.

Que défendre dans l'industrie sucrière quand la Martinique produit moins de 3.000 tonnes de sucre, moins de 300.000 tonnes de cannes, quand il ne reste plus qu'une seule usine qui marche ?

Mobiliser sur les 39 heures, la 5ème semaine de congé, la retraite à 60 ans ? Mais toutes ces revendications sont déjà

obtenues ; il s'agit juste de faire en sorte que les patrons appliquent la loi, ce qu'ils font dans la très grande majorité des cas à part quelques récalcitrants.

De plus, ces revendications écartent d'emblée la foule des chômeurs et la multitude des «jobeurs» qui travaillent de loin en loin et qui veulent, eux, du travail !

Quant au type d'action, on ne voit pas très bien comment une heure de grève avec des motions peuvent faire reculer les patrons et les réactionnaires patents du Conseil Général.

Il est vrai que les problèmes sont énormes en cette période de crise. Mais la CGTM commence à lutter très mal contre eux en le faisant de la façon dont elle est partie mercredi 9 juin.

Les travailleurs en se battant peuvent effectivement faire reculer les patrons et l'administration coloniale. Ce que la CGTM leur propose, ce n'est pas la lutte, c'est un moyen pour elle-même de rappeler aux autres son existence.

J. B.

QUAND JALTON EXHORTE LE GOUVERNEMENT A LA REPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le député socialiste Jalton a demandé publiquement en France au ministre de l'intérieur d'intervenir pour faire cesser «l'agitation» qui règne en Guadeloupe, en particulier les grèves comme celles de l'hôpital. Il s'en est pris violemment aux grévistes de l'hôpital et aux syndicats.

En clair Jalton réclame un renforcement de la répression. Il réclame des gendarmes et des CRS pour matraquer les grévistes, il réclame la prison pour ceux qui se battent pour améliorer leurs conditions de travail.

Ces déclarations doivent sonner aux oreilles des travailleurs comme un avertissement que les élus de la gauche socialiste ne sont pas leurs amis, et que demain si les luttes ouvrières montent et s'élargissent, les travailleurs les auront contre eux.

De telles déclarations ne peuvent que mettre le gouvernement Mitterrand et Defferre ministre de l'intérieur plus à l'aise pour réprimer dans un avenir plus ou moins proche. Le gouvernement colonialiste français de gauche sait officiellement qu'il

a maintenant la caution de Jalton et certainement d'autres «socialistes» en Guadeloupe pour réprimer les grèves et les mouvements de protestation.

Voilà qui sont les soi-disant défenseurs des travailleurs, les soi-disant socialistes. Des gens qui aiment les travailleurs quand ils sont courbés et quand ils acceptent l'exploitation sans rechigner, mais qui sont prêts à les faire matraquer et mettre en prison quand ils se battent pour améliorer leur sort.

VERSAILLES: RENCONTRE DES SEPT BRIGANDS DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL

Les dirigeants des sept plus grands pays industrialisés se sont rencontrés le week-end dernier dans le décor majestueux du palais de Versailles.

Comme on pouvait s'y attendre, de ce 8ème sommet rien de nouveau n'est sorti. Malgré les tentatives de Mitterrand de présenter son projet de société et sa révolution technologique, tentative qui a été accueillie par des sourires condescendants de la presse américaine, aucune perspective d'amélioration de la crise du système capitaliste n'a été envisagée, bien au contraire. Reagan représentant de l'impérialisme américain a réaffirmé de

manière polie que c'étaient les USA qui étaient le leader des pays industrialisés et donc qu'il n'entendait intervenir sur les taux d'intérêts pratiqués sur les crédits par les banques américaines que si «nécessaire» et «en cas de désordres monétaires». Sur les autres sujets mis à l'ordre du jour, le même flou ou plus exactement l'affirmation des mêmes tendances en faveur de l'impérialisme américain qui attire l'attention des européens sur la nécessité de limiter les crédits en faveur de l'URSS et des autres pays de l'Est.

Les grands ont discuté de comment tenir la barre pour que les plus riches conti-

nent de s'enrichir contre vents et marées. D'abord les USA, chef de file incontesté derrière eux, les capitalismes moins forts Allemagne, Japon, Canada, France, Angleterre, Italie, tous doivent continuer à s'enrichir, faire des profits. Et comme les affaires se font de plus en plus difficiles, il faut entre grands, se serrer les coudes et accepter, bon gré, mal gré le leadership du plus fort. Au nom de cette solidarité entre riches ils ont exprimé leur «solidarité totale» à Mme Thatcher ou une «protestation vigoureuse», mais combien hypocrite à l'égard

Suite p. 2

REPONSE AU GRS

Dans le numéro 374 de Révolution Socialiste, Philippe Pierre-Charles critique notre tendance dans le cadre d'un dossier sur l'Unité d'Action.

Ainsi nous dit l'auteur de l'article, «les camarades de C.O. font comme si la question ne présentait aucun intérêt dans les masses». Et de prendre comme exemple notre attitude dans le soutien aux ouvriers de Jalmar ou dans le Comité Unitaire du 22 Mai, où paraît-il nous ne brillions pas par notre enthousiasme...

Dans le cas de Jalmar, 33 ouvriers ont été licenciés par leur patron qui avec l'argent de l'entreprise a ouvert une autre entreprise. Que pouvaient proposer les révolutionnaires aux travailleurs ? Eh bien la saisie immédiate des biens de Monsieur Bourand, gérant-fossoyeur de l'entreprise ! Les révolutionnaires devaient proposer aux travailleurs de faire en sorte que ce soit le patron et non eux qui supportent les conséquences de cette faillite. C'est ce que nous avons proposé. Le GRS a préféré choisir une autre voie : demander l'application d'une loi votée par le parlement : demander au procureur de la République, à savoir Albarède, de sinistre mémoire, de décréter la réquisition de l'entreprise.

Les résultats sont là, clairs et patents : nous ne savons pas ce qu'aurait donné la mobilisation des travailleurs dans le sens

que nous avançons. Il est possible de penser que de nombreux travailleurs en Martinique auraient apporté leur soutien en voyant des ouvriers comme eux se payer sur le capital et s'attaquer à la richesse du patron.

N'oublions pas qu'en France, dans des circonstances similaires, les ouvriers de l'usine de montres LIP avaient reçu un encouragement extraordinaire du mouvement ouvrier lorsqu'ils s'étaient payés sur le capital. Mais il n'a pas été possible de vérifier cela.

Par contre tout un chacun peut vérifier les résultats concrets obtenus en empruntant la voie appuyée par le GRS et le syndicat : CDMT : c'est le néant. Les ouvriers n'ont rien obtenu.

La responsabilité incombe uniquement à ceux qui ont proposé cette voie sans issue aux travailleurs : compter sur une loi bourgeoise, au lieu de compter sur leurs luttes.

Deuxième exemple, le cas du Comité Unitaire du 22 Mai. Nous avons assisté là à une alliance de fait entre tous ceux qui sont à gauche les soutiens plus ou moins ouverts de l'actuel gouvernement socialiste. Les organisations qui ont impulsé ce comité ont proposé un texte dans lequel on parle de lutte anticolonialiste, mais où il n'y a pas un seul mot contre le gouvernement colonialiste actuel, le gouvernement Mitterrand-Mauroy ! Il n'était pas question pour nous d'approuver un tel texte qui fait de ses

signataires des gens qui s'accrochent de la domination de l'actuel gouvernement socialiste, même si par ailleurs ils lui font quelques critiques.

Les exemples choisis par l'auteur de l'article sont en fin de compte significatifs de ce qui nous sépare dans la situation politique actuelle du GRS.

La politique que mène le GRS aboutit à faire confiance au gouvernement socialiste. Dans le cas de Jalmar, il invite les ouvriers à réclamer l'application d'une loi qui leur serait favorable, au lieu de les inviter par leurs luttes à se payer sur le capital ; dans l'affaire du 22 Mai, il choisit de ne pas critiquer un des traits principaux de ce gouvernement : le fait qu'il soit un gouvernement colonialiste, un gouvernement qui gère les affaires et protège les biens des riches.

Cette façon de voir les choses risque de se trouver grosse de conséquences dans l'avenir. Si les travailleurs se laissent prendre aux illusions répandues par le gouvernement.

Car nous sommes dans une période de crise économique très profonde. Les socialistes défendent les intérêts des capitalistes et des colonialistes. Et cela peut les conduire demain à se retourner contre les travailleurs et les peuples coloniaux ! Cette éventualité est d'autant plus grande que les socialistes, à commencer par Mitterrand, mais aussi

Defferre ont un long passé de répression dans les colonies, que ce soit en Afrique du Nord, en Afrique Noire ou en Indochine, et même ici aux Antilles, où les préfets socialistes de la IVème République ont réprimé autant (voir les tueries du Moule et du Carbet) que leurs successeurs gaullistes et pompidoliens.

Les révolutionnaires ne peuvent pas ne pas dire cette vérité aux travailleurs, aux opprimés des Antilles : à savoir que le gouvernement socialiste pourra les réprimer demain !

S'il s'agit de l'unité avec les partis qui défendent directement ou indirectement une telle politique, il va de soi que nous ne pourrions pas souscrire un accord qui reviendrait à approuver la politique actuelle, même de manière critique.

Par contre il n'est pas impossible que dans des conditions déterminées, sur des problèmes précis une action commune puisse être envisagée entre partis divers, encore faut-il que les travailleurs y trouvent leur compte.

Enfin, il va de soi que s'il s'agit de regarder entre nous et le GRS ce qui peut être fait en commun, nous sommes favorables à ce que nous en discutons.

Il s'agit là nous croyons, de trois éventualités fort différentes.

Jacques Bruel.

A PROPOS DE LA FETE DES MERES



Dimanche c'était la fête des mères. Dans bon nombre d'entreprises mais aussi dans les familles on a fêté et congratulé les mères de famille.

On les embrasse, on les félicite. Cela fait évidemment plaisir à de nombreuses femmes d'être ce jour-là choyées et mises à l'honneur.

Mais il y a aussi beaucoup d'hypocrisie dans tout cela. Car si on les fête un jour, eh bien il y en a 364 qui sont durs, qui sont 364 jours d'exploitation pour les femmes. Car les femmes sont encore plus exploitées que les hommes. Elles sont bien souvent plus mal payées que les hommes même à travail égal. Elles subissent aussi toutes sortes de discriminations sexistes et le mépris des hommes qui ne les considèrent comme bonnes qu'au ménage et à s'occuper des enfants ou seulement comme objet sexuel dans la plupart des cas.

Dans bien des pays sous-développés les femmes sont pratiquement des esclaves ; elles n'ont comme droit que celui de se taire, de mettre des enfants au monde et d'être soumises.

Ici en Guadeloupe, dans le travail les femmes sont particulièrement exploitées et bien souvent à la merci du mépris des chefs et des patrons qui ne se gênent pas pour faire du chantage sexuel auprès d'elles. Il y a bien d'autres exemples qui montrent que les femmes ne sont pas égales des hommes et que si l'homme est exploité elles le sont doublement.

Alors, si tout un chacun finit par pro-

fitier de cette fête pour quelques réjouissances en famille, il ne faut pas oublier que c'est la société capitaliste qui est responsable de l'exploitation des femmes comme elle est responsable de celles des hommes.

Et en réalité il y aurait moyen de changer cela et de créer une société sans exploitation de l'homme par l'homme. Pour cela il faudrait que les travailleurs renversent la bourgeoisie et fassent disparaître toute forme d'exploitation...

Dans une société débarrassée de cela il sera alors possible de faire en sorte qu'il n'y ait pas un jour de fête par ci, un jour de fête par là, un jour de fête des mères mais que toute la vie soit une fête que chaque jour soit un jour agréable valant la peine d'être vécu parce que l'on sera débarrassé du travail harrassant et mal payé, parce que l'on pourra travailler moins et en permettant à tout le monde de travailler en utilisant à fond le machinisme.

Où il est possible de vivre 365 jours de fête par an et que ce soient hommes et femmes qui les vivent, en intégrant le plaisir et la joie au travail, la gaieté à l'étude la variété aux tâches manuelles et intellectuelles.

Mais cela seule une autre forme de société peut le créer, une société socialiste.

Il y a aujourd'hui une fête des mères parce qu'il y a à côté l'exploitation des mères. Lorsqu'il n'y aura plus d'exploitation des mères et des femmes en général, donc forcément des hommes aussi, la fête sera permanente. Ce sera la vie elle-même.

VERSAILLES:

Suite de la page 1

d'Israël pour son intervention au Liban.

Un sommet de crise, où les dirigeants assistent, sans sourciller ou si peu, même plutôt satisfaits, aux ravages de leur propre système : montée du chômage, inflation non jugulée, difficultés accrues dans les échanges commerciaux et récession sensible dans tous les pays capitalistes ; mais aussi et d'abord augmentation de la mortalité infantile dans tous les pays pauvres, augmentation de la famine et de la misère pour des millions d'êtres. Le coup de l'invasion du Sud-Liban par Israël, l'allié de l'impérialisme US pendant le déroulement de ce sommet, lui-même atteste encore un peu plus du contexte de crise de ce système.

Alors, s'il est une chose qui ressortait de ce sommet, c'est bien qu'il s'agissait d'une rencontre des plus grands brigands et assassins de la planète. Ceux qui, au nom du profit, décident de la vie et de la mort de millions d'être humains, de continuer de piller et d'affamer des centaines de millions d'autres et qui sont prêts à engager froidement l'humanité entière vers une catastrophe.

Marianne Tibus.

Encore une hausse des tarifs aériens

Après une hausse de 10% le 1er décembre 1981, Air France vient de remettre ça en augmentant ses prix de 3% à partir du 1er juin. Les vols-vacances en basse saison passent de 3.280,00 FF. à 3.410 FF et la haute saison de 3.770 FF. à 3.915 FF.

Air France peut tout se permettre peut augmenter à volonté ses prix sur les lignes Antilles-France car son monopole est assuré. En septembre 81 le ministre communiste des Transports, Fitermann, n'a-t-il pas refusé l'installation d'un charte entre les Antilles et la France ?

Alors Air France peut augmenter ses prix, diminuer ses frais de service, payer ses repas au lieu de repas servi car nous sommes obligés d'utiliser ses avions. Sur les lignes Antilles-France, Air France réalise la plus grande partie de ses bénéfices. Cette dernière hausse est inversement proportionnelle à la qualité des voyages et des services Air-France.

DEBAT TELEVISE : LES VRAIS PROBLEMES ESCAMOTES

Jeudi dernier dans la soirée, nous avons pu assister à un débat radio-télévisé à propos de la «décentralisation». Il était organisé par la «Ligue des droits de l'homme» et FR3. Cela se passait au Centre des Arts de Pointe-à-Pitre.

Autour de la table il y avait des élus de gauche et de droite comme Nabajoth, Bernier, Favrot, Davrain, des avocats comme Rodes et Marianne. Christian Céleste représentait le Parti Communiste et Claude Makouke le camp patriotique (indépendantiste). Il y avait aussi l'ancien député maire de Pointe-à-Pitre Paul Valentino.

Ce n'est pas nous qui nous plaindrions que des débats d'idées sur les problèmes du pays aient lieu à la télévision. Ce n'est pas chose si courante ici, mais tout au long de ce long débat qui a duré près de quatre heures, il a été très peu question des travailleurs et des problèmes qu'ils connaissent.

Par contre il a été beaucoup question de lois, de textes, de rappels historiques et à certains moments on avait l'impression que tous ces gens discutaient en spécialistes, en «savants» de choses que bon nombre de gens dans la population avaient du mal à comprendre.

Des avocats, des médecins, des hommes politiques discutaient du bienfait ou pas de la loi de décentralisation qui consiste à

donner soi-disant plus de pouvoir aux assemblées locales et au président du conseil général.

Le représentant du camp patriotique a rejeté la décentralisation et a affirmé la nécessité de l'indépendance.

Mais dans un tel cadre les déclarations de Makouke et d'un Christian Céleste n'ont pas vraiment tranché. Et eux non plus ne sont pas adressés aux travailleurs.

Alors certains ont dit qu'il fallait des assemblées à la Guadeloupe : une assemblée générale et une assemblée régionale - C'est l'argument de la droite - d'autres sont pour une seule assemblée, c'est en général, la gauche. Un autre réclamait l'indépendance.

Il y a fort à parier que beaucoup de travailleurs devant leur écran ce soir-là sont restés sur leur faim car les problèmes qu'ils connaissent n'ont même pas été évoqués. La décentralisation permettra-t-elle par exemple de résoudre le problème du chômage immense qui règne ici, celui de l'émigration des bas salaires, le problème de la terre et des petits paysans, le respect de la dignité de la population sous toutes ses formes ?

Voilà un problème qu'il aurait été important de poser, cela n'a pas été fait et très peu... Pourtant c'est là que l'on toucherait vraiment au sort de la population.

REANIMATION ET MATERNITE : LA GREVE CONTINUE

Cela fait plus de 5 semaines que les travailleurs de la Réanimation et de la Maternité sont en grève et jusqu'à présent rien dans les déclarations officielles ne laisse prévoir une issue prochaine à ce conflit.

Rien ne semble indiquer que le gouvernement est prêt à satisfaire les revendications des grévistes. Et depuis la démission du Conseil d'Administration et l'annonce par un représentant du gouvernement de passage en Guadeloupe de la venue prochaine d'un représentant du ministère de la Santé, les grévistes semblent vivre dans l'attente de cette venue.

Prévue initialement pour le 5 mai, la date de cette arrivée a été repoussée à plusieurs reprises. Ceci a provoqué un coup de colère des grévistes. C'est ainsi que le mardi 3 juin ils tinrent un meeting devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre pour dénoncer l'attitude méprisante de l'administration. Car après plus d'un mois de grève, si le problème n'a pas encore été résolu, la faute en revient au gouvernement. Celui-ci préfère subventionner les patrons, fabricants d'armes et autres plutôt que de consacrer l'argent nécessaire à l'amélioration du fonctionnement de l'hôpital.

LE QUARTIER DE GRAND BAIE (GOSIER) MENACE PAR DES PROJETS DE CONSTRUCTION

La semaine dernière, Michaux Chevy, et le maire de Gosier, accompagnés de représentants de la SODEG, visitaient le quartier de Grand Baie (Gosier). Qui dit SODEG dit projet de construction, mais est-ce un projet dans l'intérêt des habitants de Grand Baie ? Sûrement pas, car ce quartier se situe au bord de la mer et présente un grand intérêt sur le plan touristique. Ceux qui convoitent cette zone ont besoin de l'appui de la municipalité de Gosier et du Conseil Général pour exproprier les habitants.

Comme de nombreux quartiers situés à la périphérie de Pointe-à-Pitre, Grand Baie a été une zone d'accueil pour les habitants de Lauricisque qui ont été expropriés. C'est l'un des rares endroits où ils ont pu s'installer au bord de la mer. Tout autour de ce quartier ont été construits des résidences et des hôtels luxueux. Mais les habitants de Grand Baie, eux vivent depuis des années dans des cases inconfortables. Aucun projet d'habitat n'a été décidé pour eux. Ce ne sont ni le maire de Gosier ni la présidente du Conseil Général qui les défendront contre les ambitions des

grosses sociétés et de la SODEG.

Les habitants de Grand Baie auront intérêt à se méfier de tous ces élus et à s'organiser pour lutter contre toutes formes d'expropriation.

communiqué de presse

A l'appel de leur Syndicat C.G.T.G., les employés du Casino Gosier les Bains se sont mis en grève depuis hier soir 1er Juin 1982 pour exiger la réintégration d'un de leurs camarades candidat aux élections de délégués du personnel, licencié abusivement.

Ils affirment leur volonté de poursuivre leur action jusqu'à satisfaction de cette revendication.

P-à-P, le 2 Juin 1982

Le Syndicat C.G.T.G. des Employés du Casino Gosier les Bains.

"Fermetures Antillaises" organisons nous pour faire échec aux attaques du patron

Les ouvriers de «Fermetures Antillaises» sont sous l'empire d'un patron qui ne veut rien donner à ses employés.

Le mardi 25 mai nous avons tenu une réunion entre nous à propos des congés annuels, et de la 5ème semaine de congé puisque le patron refuse d'avoir des contacts avec les délégués du personnel.

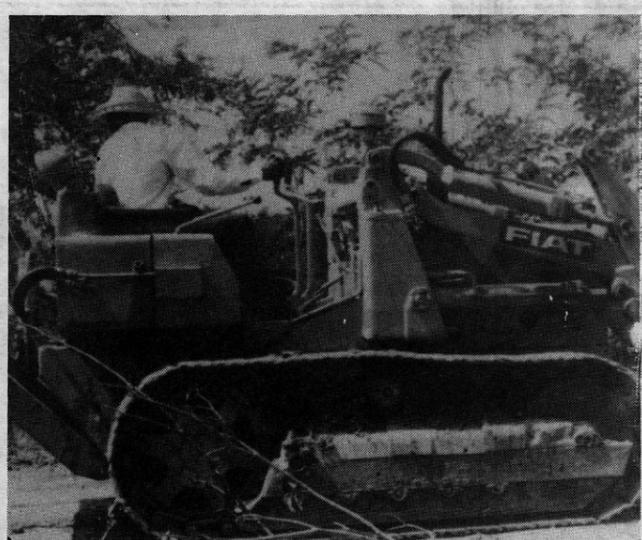
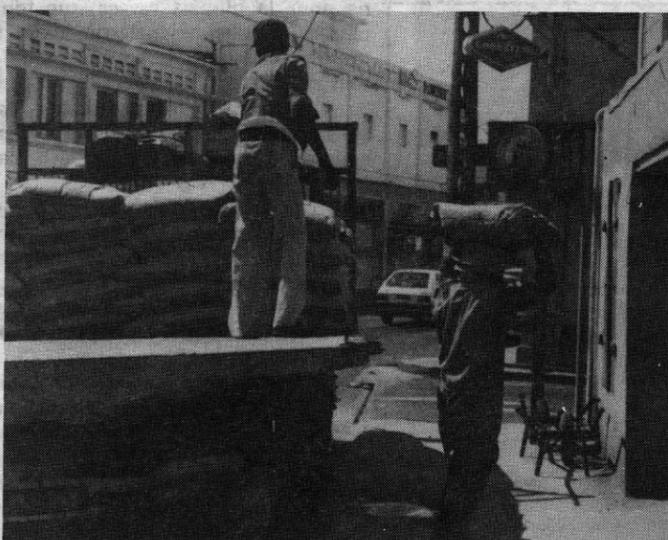
Le soir après les heures de travail, tout le personnel s'est rendu à son bureau pour lui demander d'établir la grille des congés.

Ce monsieur fut fort surpris en nous voyant arriver à son bureau, et de bien mauvaise humeur. S'il avait pu nous chasser à coups de pied, il l'aurait fait ! Mais voilà nous étions plus nombreux que lui, et il a bien fallu qu'il discute avec nous.

Ainsi, ce patron de choc refuse même d'appliquer les circulaires gouvernementales.

Mais il est un langage que tous les patrons comprennent : celui dont se servent les ouvriers quand ils sont en colère !

ECHOS DES ENTREPRISES



DELATTRE-LEVIVIER

DEUX POIDS, DEUX MESURES : LE RACISME DE LA DIRECTION

La direction a refusé d'embaucher un de nos camarades au poste de chef d'équipe sous le prétexte que celui-ci avait des prétentions financières». Ce camarade demandait un salaire de 6.000 F, alors que les cadres blancs, eux touchent bien plus, et ont de multiples avantages en nature : voiture, logement etc. . .

On comprend pourquoi Rein ne veut pas embaucher un Antillais à 6.000 F, quand on sait qu'il paie un salaire d'environ 4.800 F aux chefs antillais qui sont déjà à.

Salaires importants pour les Blancs, salaires au rabais pour les Noirs, voilà la politique raciste de la direction !

B N P GUADELOUPE

FACE A LA MOBILISATION DU PERSONNEL, UN RECU DE LA DIRECTION.

Suite au refus de la direction d'accorder à certains employés un prêt voyage à 9,50 (taux personnel à l'escompte) le personnel est mobilisé tant à Basse-Terre qu'à Pointe-à-Pitre.

En effet, prétextant que le voyage est un luxe la direction avait décidé de nous appliquer un taux de 7,25 %. Cela le personnel ne l'a pas admis et a dénoncé le fait que la direction considérait le voyage comme un luxe. Nombreux étaient ceux qui pensaient que c'était là une forme de mépris à l'égard du personnel autochtone et l'on pouvait entendre de la bouche de certains : «il y en a qui voyagent aux frais de la prin-

cesse» et qui en plus voient leurs menues dépenses payées par les frais généraux».

Un tract fut distribué massivement dans toutes les agences appelant le personnel à se mobiliser. Deux réunions se sont tenues à Pointe-à-Pitre et à Basse-Terre.

Face à cette mobilisation la direction propose le jour même de la sortie du tract une réunion avec les délégués du personnel. Au cours de cette réunion les propos de la direction n'étaient plus les mêmes elle était disposée à accorder le taux de 9,50 % à tous ceux dont le taux d'endettement ne dépassait pas 30 %.

C'est là un recul que nous avons obtenu grâce à notre mobilisation.

LA BNP : LA DIRECTION NOUS PRÉFÈRE IGNORANTS ET PASSIFS

Judi 28 mai s'est déroulée une journée d'études ouvrières. Sur 14 inscrits 12 d'entre nous y participaient.

14 inscrits c'est plus que la direction n'en pouvait supporter aussi voulut-elle prendre en défaut les responsables syndicaux. Car selon elle le maximum d'inscrits ne pouvait dépasser 12. Mal lui en prit, parmi les inscrits il y avait ceux qui étaient soit en congé maladie, soit en congé annuel.

Du coup la remarque de la direction n'avait plus aucune valeur. Mais cette seule tentative de la direction de nous prendre en défaut montre combien elle est attachée à nous voir ignorer nos moindres droits et à demeurer passifs.

EDF MARTINIQUE

PK : ARRETONS LES FRAIS !

Voilà plusieurs semaines que le chef de service production nous a tous réunis en nous demandant de faire un effort pour

remettre la centrale en état à la suite de plusieurs gros incidents.

Selon lui il fallait le faire pour le pays et prouver que les Martiniquais sont capables.

En effet, certains d'entre nous ont été «capables» de s'esquinter au travail en faisant une trentaine d'heures supplémentaires.

Le premier week-end et presque autant les autres semaines.

Si l'on considère l'état des groupes installés sur le site, ce «coup de collier» va durer plusieurs années.

A moins que nous ne prenions les dispositions qu'il faut pour que la direction embauche du personnel supplémentaire.

DONNONS LEUR UN COUP DE POUCE

Depuis deux mois, les extracteurs d'air installés dans le local de la chaudière de récupération des groupes GP/25 et GP/26 sont en panne.

La température atteint jusqu'à 75 °. Si la direction est incapable de faire réparer les extracteurs après deux mois qu'elle en achète d'autres.

Mais peut-être a-t-elle besoin d'un encouragement ?

Si nous ne faisons pas marcher les groupes 25 et 26, ça lui donnerait peut-être du courage !

SÉCURITÉ SOCIALE MARTINIQUE

INFORMATIQUE : LA DIRECTION NE TIENT PAS SES ENGAGEMENTS.

Lors de la réunion entre les travailleurs du service informatique et la direction, celle-ci s'était engagé à faire parvenir aux travailleurs son fameux plan de restructuration.

Eh bien, rien ne s'est fait et il semble

de plus en plus que la direction avait choisi ce faux fuyant pour dégager sa responsabilité face à l'échec de sa politique informatique. Car jusqu'ici le plan n'a pas été transmis aux travailleurs du service.

LA REVALORISATION ÉCARTE LES PETITS COEFFICIENTS.

Le mois dernier, l'UCANSS a procédé à la revalorisation des coefficients. Tout cela paraît normal, à la différence que cette revalorisation ne concernait pas les petits coefficients.

En effet, les travailleurs les plus défavorisés de la caisse sont bien entendu les femmes de ménage, les manutentionnaires, les fichistes et les chauffeurs, et c'est précisément eux qui ne sont pas touchés par cette augmentation de salaire alors même que les gros coefficients vont jusqu'à gagner plus de 200 Frs pour le mois.

Voilà un bel exemple qui illustre bien que le politique de l'inégalité se poursuit.

LA DIRECTION : DE LA PAROLE AUX ACTES IL Y A UN MONDE

Depuis deux mois déjà, la direction, lors d'une réunion avec les délégués du personnel, s'était engagée à mettre en œuvre des travaux pour un local à Desclieux commun aux chauffeurs et manutentionnaires ainsi qu'un local pour les femmes de ménage. Dispositions également valables pour nos camarades des services tels que la «Vieillesse», le «Rond Point» ou «Caserne Bouillé».

Mais voilà deux mois, après ces engagements, que rien n'a été fait, c'est à croire que c'est le dernier souci de ces messieurs.

C'est vrai que où ils sont ni la pluie ni le vent ne les gêne, c'est sans doute pour toutes ces raisons qu'ils ne se pressent pas plus que ça ! Faudra-t-il que nous les y aidions ?

LUTTONS POUR LIBERER DALON, MARC ANTOINE, ALEXANDER!

MEETING DE SOUTIEN A MARC-ANTOINE, DALON ET ALEXANDER

Vendredi 4 Juin à l'appel du MPGI de Combat-Ouvrier du GRS du GTA et du comité de soutien pour la libération de Marc-Antoine, Dalon et Alexander s'est tenu un meeting de soutien et de protestation contre l'emprisonnement des trois travailleurs guadeloupéens, dans la salle Rémy-Nainsouta à Pointe-à-Pitre. Environ une centaine de participants étaient venus écouter les différents re-

présentants des organisations dénoncer la répression qui frappe Dalon, Marc-Antoine, Alexander.

A la fin du meeting une collecte permit de réunir près de 450 frs pour soutenir les emprisonnés.

D'autres actions de soutien sont prévues, plus larges plus affirmées, d'autant plus que le procès de Dalon aura probablement lieu avant la mi-juillet.

QUAND LE GOUVERNEMENT FRANCAIS FLATTE DUVALIER, LE DICTATEUR SANGUINAIRE

Pendant trois jours du 19 au 21 s'est tenue en Haïti la 4ème réunion de la commission Franco-Haïtienne de coopération.

Au cours de cette réunion le chef de la délégation française ne s'est pas senti gêné pour faire des compliments à Duvalier au sujet des soi-disant «efforts faits par Haïti pour l'assainissement des finances publiques».

Cette «coopération» française à en réalité permis à l'impérialisme français de s'introduire en Haïti, chasse gardée de l'impérialisme américain, et de partager un tant soit peu avec lui les surprofits tirés de l'exploitation du peuple haïtien. C'est sans doute ce qui pousse M. Audibert, chef du cabinet du ministre des finances Jean-Pierre Cot à décerner à Duvalier, un des dictateurs les plus sanguinaires du monde quelques louanges flatteuses.

En tout cas, ces efforts d'assainissement permettent peut-être aux capitalistes français d'augmenter leurs profits sur le dos des travailleurs et paysans d'Haïti mais ne favorisent guère une amélioration du sort de la population.

De nombreux haïtiens continuent de fuir le pays. Ils n'hésitent pas à risquer leur vie dans de frêles embarcations dans leur tentative de fuir la misère et la répression duvaliériste. En même temps les scandales en tout genre éclatent chaque jour dévoilant un peu plus l'état de pourriture du régime. Le dernier en date fut celui du trafic de drogue dans lequel l'ambassadeur d'Haïti aux États-Unis est impliqué.

Alors, quand le représentant français veut faire croire que Duvalier et ses acolytes au pouvoir ne sont pas si bêtes et si méchants que cela, il trompera ceux qui veulent bien



être trompés mais sûrement pas les milliers de victimes de la répression en Haïti, ceux qui fuient dans les embarcations vers les États-Unis, les milliers de chômeurs qui sont prêts à se vendre à n'importe quel prix aux capitalistes.

MARDI 13H30
SUR RCI GUADELOUPE, ECOUTEZ
COMBAT OUVRIER
AU MAGAZINE D'INFORMATION

ISRAEL: OFFENSIVE GUERRIERE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN



A la suite d'un attentat commis contre son ambassadeur en Grande-Bretagne, attentat attribué à des Palestiniens, Israël a décidé d'envahir le Liban afin de réprimer les Palestiniens qui sont fortement organisés dans ce pays.

Après que son aviation ait bombardé samedi 5 et dimanche 6 juin les villes et quartiers palestiniens, l'armée et les blindés israéliens ont pénétré au Liban. Cette armée aidée par les forces de la droite libanaise, chrétienne pour la plupart, ravage, tue tout sur son passage. Les jeunes palestiniens et les forces musulmanes libanaises armées de fusils tentent de résister.

Déjà mardi le nombre des morts palestiniens était élevé et les troupes israéliennes étaient aux portes de Beyrouth, capitale du Liban.

Bien sûr les grandes puissances européennes protestent en paroles contre l'action de l'armée israélienne, la France notamment. Mais justement cette France a plusieurs centaines de soldats au Liban dans le cadre de FINUL, troupes envoyées avec l'accord de l'ONU au Sud Liban. Ces troupes françaises n'ont rien fait contre l'invasion, bien plus les palestiniens les accusent d'aider les israéliens. Reagan a envoyé un émissaire, M. Habib, à Tel Aviv. Il a rencontré le 1er ministre israélien, M. Begin, sans bien entendu le critiquer. Bref, les pays occidentaux laissent faire.

Mais les pays arabes eux non plus n'ont pas levé le petit doigt pour venir au secours des palestiniens.

Bien sûr, ils se disent opposés à l'état

israélien qui joue dans cette poudrière qu'est le moyen-orient le rôle de garant et de défenseur des intérêts des puissances impérialistes. On l'a vu encore une fois, lorsqu'aux Nations-Unies, les Etats-Unis ont opposé leur veto à la condamnation d'Israël.

Et Israël est bien utile aux dictatures sanglantes qui dominent l'Irak et la Syrie. Les dirigeants de ces pays expliquent que tout va mal parce qu'il y a Israël. Ils se répandent en discours de solidarité avec le peuple palestinien, chassé de ses terres, et dispersé dans les pays arabes environnants par Israël.

Mais ces dictatures arabes ont encore bien plus peur des masses palestiniennes que d'Israël.

Car les palestiniens pour faire entendre leurs voix pour tenter de récupérer au moins une partie des territoires occupés par Israël ont entrepris de se battre, de se défendre les armes à la main, même si les dirigeants palestiniens sont des bourgeois. Et les pays arabes ont eu peur que les peuples de leurs pays (Irak, Syrie, Jordanie, Egypte, etc.) imitent les Palestiniens, s'arment comme eux et se retournent contre les dictateurs.

Et c'est cette peur de leur propre peuple qui a poussé dans un premier temps les dirigeants arabes à tenter de désarmer les palestiniens, et à laisser aujourd'hui Israël les massacrer au Liban, le seul pays où ils pouvaient encore s'organiser dans une relative liberté par rapport aux autres puissances arabes.

SUITE DE L'EDITORIAL

Intérêts de l'impérialisme se développe avec la guerre entre l'Irak et l'Iran, guerre qui tourne apparemment au profit de l'Iran que l'impérialisme pourra imposer quoique ce soit à son mercenaire le plus armé et le plus apte à intervenir dans la région.

Israël pourrait jouer un rôle considérable en cas de conflit militaire grave dans ce Moyen Orient d'où vient la plus grande partie du pétrole qui fait la fortune des grands trusts pétroliers mondiaux.

Il ne faut pas oublier que le formidable mouvement populaire qui a renversé le Chah d'Iran est encore très vivace et exerce un effet d'attraction puissant sur tous les peuples de la région.

Tous les États Arabes réactionnaires et soumis aux grands trusts pétroliers et à l'impérialisme Américain en particulier sont menacés par l'effet de la révolution Iranienne.

Quelle est l'importance réelle des mouvements Islamiques qui travaillent souterrainement tous les États Arabes quel sera l'effet d'une Victoire militaire de l'Iran sur l'Irak ?

Les événements qui donneront des réponses à ces questions risquent aussi de conduire à des situations qui impliquent directement l'impérialisme Américain et donc son gendarme dans la région, Israël.

On a vu l'impérialisme Américain prendre le risque de mettre à mal ses intérêts en Amérique latine pour préserver

son alliance militaire et son système de défense en Europe en soutenant ouvertement la douteuse opération de Madame Thatcher contre l'Argentine. On ne verra certainement pas l'impérialisme Américain faire quoique ce soit qui remette en cause son système d'intervention militaire au Moyen Orient. Or Israël est de fait devenu un des éléments clé de ce système dans cette partie du monde.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728